

Proposer un accès Wi-Fi à internet en bibliothèque

Les restrictions d'accès au réseau Wi-Fi

Même si cela ne constitue pas une obligation légale, il paraît préférable de restreindre les possibilités d'accès au réseau Wi-Fi en tant que tel.

Ainsi, **mettre en place des codes d'accès ou un portail captif s'avère être une bonne alternative**. Cela permet de limiter les risques d'accès frauduleux et de satisfaire à la protection face aux actes non autorisés sur internet : pédopornographie, diffamation, piratage, actes terroristes, etc.

Attention, la mise en place de codes d'accès conduit inévitablement à la **collecte de données à caractère personnel**. Il faut donc se soumettre à toutes les dispositions de la loi informatique et libertés (voir plus loin).

Proposer un accès Wi-Fi à internet en bibliothèque

Mettre en place un portail captif

Un portail captif contrôle l'accès à Internet sur des réseaux ouverts (pas de clé WEP ou WPA dans le cas d'un réseau WiFi). Il est positionné en coupure entre Internet et le réseau client et agit comme un routeur.

Un portail captif se décompose en 3 éléments principaux :

- Le portail captif en lui-même
- Un serveur web
- Un serveur d'authentification

La logique est la suivante :

- 1) l'utilisateur ouvre une page Internet : il est intercepté par le portail captif
- 2) l'utilisateur est redirigé vers la page du portail captif
- 3) il valide la charte d'utilisation
- 4) l'utilisateur accède à Internet normalement

Mettre en place un portail captif

La technique des portails captifs consiste à **forcer les utilisateurs d'un réseau à afficher une page web spéciale** (le plus souvent dans un but d'authentification) avant d'accéder à Internet.

Cela est obtenu en interceptant tous les paquets quelles que soient leurs destinations jusqu'à ce que l'utilisateur ouvre son navigateur web et essaie d'accéder à Internet.

Le navigateur est alors redirigé vers une page web qui demande une authentification ou tout simplement demande d'accepter les conditions d'utilisation du réseau.

Cette technique est souvent employée pour les accès WiFi, mais peut également être utilisée pour l'accès à des réseaux filaires.

Proposer un accès Wi-Fi à internet en bibliothèque

Le portail captif proposé dans les bibliothèques de Toulouse

MAIRIE DE  **TOULOUSE**
www.toulouse.fr



Toulouse, ville numérique, vous offre le WIFI

[Lire les conditions d'utilisation](#)

J'ACCEPTÉ

Proposer un accès Wi-Fi à internet en bibliothèque

Le portail captif proposé dans les bibliothèques de Toulouse

CHARTRE D'UTILISATION DU RESEAU WIFI TOULOUSE-PUBLIC

La présente Charte a pour objet de définir les règles d'utilisation du réseau WIFI Public conformément aux lois et règlements en vigueur ainsi qu'aux règles de sécurité édictées par la collectivité et à la déontologie informatique que les utilisateurs s'engagent à respecter.

1- CHAMP D'APPLICATION

Les règles et obligations ci-dessous énoncées s'appliquent à toute personne.

2- CONDITIONS D'ACCÈS AU RÉSEAU WIFI

Chaque personne dite « utilisateur » peut se connecter à Internet via le réseau WIFI pour une durée de session limitée à 30 minutes. Cet usage est à but privé non professionnel. Il ne doit pas être utilisé pour des besoins d'accès à des sites sécurisés.

Le droit d'accès accordé par la collectivité au réseau WIFI est limité aux activités conformes à la législation en vigueur. Par ailleurs, ce droit d'accès peut être limité en fonction des besoins réels et des contraintes imposées par le partage de ce réseau avec les autres utilisateurs.

3- PRINCIPES À RESPECTER

L'utilisateur s'engage à ne pas effectuer des opérations pouvant nuire au fonctionnement du réseau WIFI et à l'intégrité des moyens mis à disposition. L'utilisateur est responsable des données qu'il lit, télécharge, utilise, transfère ou diffuse. A ce titre, l'utilisateur s'engage à respecter la présente charte ainsi que la réglementation en vigueur et notamment à ne pas :

- porter atteinte aux mineurs, à la vie privée ou à l'image d'autrui,
- contrevenir aux lois sur la propriété intellectuelle, littéraire et artistique,
- contrevenir à la loi « Informatique et libertés » du 06/01/1978,
- avoir un caractère ou un contenu raciste, xénophobe, antisémite ou subversif,
- etc...

Tout utilisateur n'ayant pas respecté la loi pourra être poursuivi pénalement.

Les administrateurs peuvent prendre toute mesure conservatoire ou de contrôle afin de vérifier ou de faire respecter la présente Charte.

4 - RESPONSABILITÉ

Chaque utilisateur est responsable de la configuration du matériel informatique qu'il utilise ainsi que de la sécurité de ses propres fichiers et utilise le réseau WIFI sous sa seule et entière responsabilité. La collectivité décline toute responsabilité en cas de dommage ou perte de données découlant directement ou indirectement de l'utilisation du réseau WIFI.

5 - MENTIONS LÉGALES

Afin de respecter la réglementation en vigueur (lutte contre la cybercriminalité, loi du 26 janvier 2006 pour la lutte contre le terrorisme et Directive Européenne 2006-24-CE) :

- la collectivité enregistre les connexions effectuées sur le réseau Wifi : dates, heures, identifiants et adresses des connexions, adresse ip et adresse Mac de l'équipement
- ces traces sont conservées un an puis effacées automatiquement.

Ces informations sont protégées. Elles sont réservées à l'analyse sur incident ou sur requête judiciaire.

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 ; article 34 de la loi n° 78-17 ; vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant.

Je déclare avoir pris connaissance de la présente charte d'utilisation du réseau WIFI de la collectivité et m'engage à la respecter.

J'ACCÈPTE

→ aucun enregistrement de données personnelles pour accéder au wifi (pas d'identifiant / mdp)

→ il suffit d'accepter la charte d'utilisation pour être connecté en Wi-Fi à Internet

Proposer un accès Wi-Fi à internet en bibliothèque

Mettre en place un portail captif : quelques prestataires

metear
NETWORKS

Nodo
TEL CONNECTED



 **UCOPIA**
COMMUNICATIONS

Clic & Surf
PAR 2ISR.FR


ADIPSYS

VA SOLUTIONS
TÉLÉCOM • WIFI • WEB


wiconnect



Hub One
Une connexion d'avance


CloudSpot
La solution WiFi adaptée à vos besoins

aruba
NETWORKS



Obligations liées à la collecte de données

Lors de tout accès à internet via un réseau Wi-Fi, des opérations de collectes, de transferts et d'échanges de données ont lieu. **Cela oblige à conserver certaines données.** Lorsqu'il s'agit de données à caractère personnel, les opérations de collecte et de traitement doivent suivre certaines obligations légales.

L' article 9 du Code civil énonce que « ***Chacun a droit au respect de sa vie privée.*** » Suivant cette disposition d'ordre public, le CPCE énonce en son article L. 34-1 toutes les **règles juridiques liées aux opérations de collecte et de conservation de données** auxquelles doivent se conformer « Les personnes qui (...) offrent au public une connexion (...) réseau, y compris à titre gratuit, » (II, al. 3).

La collecte des données personnelles

Conformément à l'actuelle directive du Parlement européen sur la protection des données, en vigueur depuis 1995, **la collecte et le traitement des données personnelles des personnes physiques ne sont légitimes que dans l'une des circonstances suivantes :**

- lorsque la personne concernée a donné son consentement sans ambiguïté, après avoir été dûment informée (par exemple, en acceptant les termes de référence) ;
- si le traitement des données est nécessaire pour un contrat, par exemple, pour la facturation, une demande d'emploi ou une demande de prêt ;
- si le traitement est requis par une obligation légale ;

La collecte des données personnelles

→ si le traitement est nécessaire afin de protéger l'intérêt vital de la personne concernée, par exemple, le traitement des données médicales d'une victime d'un accident de voiture ;

→ si le traitement est nécessaire pour exécuter des tâches d'intérêt public ou des tâches exécutées par le gouvernement, les autorités fiscales, la police ou d'autres organismes publics ;

→ si le contrôleur de données ou un tiers a un intérêt légitime à agir de la sorte, tant que cet intérêt n'affecte pas les intérêts de la personne concernée, ou porte atteinte à ses droits fondamentaux, en particulier le respect de la vie privée.

La collecte des données personnelles

Le 25 mai 2018, un nouveau règlement général sur la protection des données (RGPD) sera applicable sur le territoire européen.

Les principaux changements de cette réforme sont les suivants :

- Un « droit à l'oubli » qui vous aidera à gérer les risques liés à la protection des données en ligne. Lorsque vous ne souhaitez plus que vos données soient traitées et qu'il n'existe aucun motif légitime de les conserver, les données seront supprimées.
- Accès facile et gratuit à vos données personnelles, vous permettant de voir plus facilement quelles informations personnelles vous concernant sont détenues par les entreprises et les autorités publiques, et de faciliter le transfert de vos données personnelles entre fournisseurs de services (le principe dit de « portabilité des données »).
- Chaque fois que votre consentement est requis, il devra être donné au moyen d'une action affirmative claire avant qu'une entreprise puisse traiter vos données personnelles.
- Davantage de transparence dans la gestion de vos données, avec des informations faciles à comprendre, en particulier pour les enfants.
- Les entreprises et les organisations devront vous informer des violations de données qui pourraient vous affecter de manière défavorable sans retard excessif. Elles devront également informer l'autorité de contrôle de la protection des données compétente.

Source : **Kit d'apprentissage sur la protection des données**

https://www.consumerclassroom.eu/sites/default/files/attachment/1/2017/11/21/rfs2_t1_data_protection_fr.pdf

Obligations liées à la collecte de données

Les articles R. 10-13 et R. 10-14 , IV du Code des Postes et Communications Electroniques (CPCE) énoncent qu'**il faut conserver des données dites de « trafic »** ; c'est-à-dire, en application de l' article R. 10-12 du CPCE , des « *informations (...) susceptibles d'être enregistrées par l'opérateur à l'occasion des communications électroniques (...) et qui sont pertinentes au regard des finalités poursuivies par la loi* » **pendant un an.**

→ Art. R. 10-13 , pour « les besoins de la recherche, de la constatation et de la poursuite des infractions pénales »

→ Art. R. 10-14 , IV, « Pour la sécurité des réseaux et des installations »

Obligations liées à la collecte de données

CNIL.

PARTICULIER

JE SUIS U
PROFESSION

Protéger les données personnelles, accompagner l'innovation, préserver les libertés individuelles

MES DÉMARCHES | THÉMATIQUES | À LA UNE | RÈGLEMENT EUROPÉEN | LA CNIL |



> Internet et wi-fi en libre accès : bilan des contrôles de la CNIL



Internet et wi-fi en libre accès : bilan des contrôles de la CNIL

22 décembre 2014

Dans le cadre de son programme des contrôles, la CNIL s'est intéressée aux services de libre accès à internet. La plupart de ces services ne satisfont pas aux exigences de la loi " Informatique et Libertés ". La CNIL propose 5 mesures à adopter pour se mettre en conformité.



Au restaurant, à l'hôtel ou dans les bibliothèques, il est souvent possible d'utiliser un réseau internet *wi-fi* ou des postes informatiques en libre accès.

La CNIL a décidé d'intégrer dans son programme annuel des contrôles la thématique de l'internet en libre accès. Elle a effectué plusieurs contrôles des modalités de mise en œuvre de ce type de service auprès d'organismes privés et publics.

Obligations liées à la collecte de données

1. Conserver seulement les données de trafic

Les organismes qui mettent à disposition du public un service de libre accès à internet (postes informatiques, wi-fi, etc.) sont considérés comme opérateurs de communications électroniques (OCE) et sont soumis aux obligations prévues à l'[article L. 34-1 du code des postes et des communications électroniques](#) (CPCE). A ce titre, ils doivent conserver les **données de trafic** répondant aux " *besoins de la recherche, de la constatation et de la poursuite des infractions pénales* " et destinées aux autorités légalement habilitées.

La CNIL a constaté lors des contrôles que de nombreux opérateurs de communication électronique conservaient des données portant sur le contenu des correspondances échangées ou des informations consultées (URLs) alors qu'ils ne sont pas autorisés à le faire (article L. 34-1 VI du CPCE).

Les fournisseurs de service ne doivent pas collecter de telles données et supprimer celles qui auraient été conservées.

Obligations liées à la collecte de données

2. Définir une durée de conservation des données limitée et proportionnée

La plupart des fournisseurs de service conservent les données issues des journaux de connexion sans qu'aucune durée de conservation n'ait été définie.

Or, les **données de trafic doivent être conservées pendant 1 an à compter du jour de leur enregistrement** ([Article R. 10-13 du Code des postes et des communications électroniques](#))

Les autres données collectées dans le cadre de l'offre d'internet en libre accès, telles que les informations d'abonnement, etc. doivent être **supprimées régulièrement** ([article 6-5° de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978](#) modifiée) lorsqu'elles ne sont plus nécessaires (désinscription ou inutilisation prolongée de l'abonnement).

Obligations liées à la collecte de données

3. Fournir une information complète sur les traitements de données :

Les contrôleurs de la CNIL ont observé que l'information fournie aux utilisateurs des services d'internet en libre accès, ne s'avérait pas toujours satisfaisante, voire inexistante.

Les opérateurs de communication électronique doivent délivrer une **information** aux utilisateurs de leur service sur les modalités de traitement de leurs données ([article 32](#) de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée).

Le support de cette information doit être le formulaire d'inscription au service. A défaut, l'information doit être fournie par voie d'affichage, dans une charte informatique, etc. (Voir les [modèles de mention d'information](#)).

Par ailleurs, les opérateurs de communication électronique doivent prévoir des procédures de gestion des demandes d'accès, de rectification et de suppression des données par leurs utilisateurs (art. [38](#) à [40](#) de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée).

Obligations liées à la collecte de données

4. Veiller à la conformité des outils utilisés, notamment aux outils de surveillance :

Plusieurs opérateurs de communication électronique contrôlés utilisaient des **outils de surveillance afin d'assurer la sécurité des postes informatiques, la gestion des tarifications, les impressions, etc.** L'utilisation de tels outils (consultation ou prise en main à distance, contrôle de l'historique de la navigation, etc.) est susceptible de donner accès à un grand nombre d'informations excessives au regard de la finalité pour laquelle elles sont collectées (identifiants-mots de passe, numéros de compte bancaire, etc). **Le recours à de tels outils doit être évité ou un paramétrage limité doit être mis en place.**

Obligations liées à la collecte de données

5. Assurer la confidentialité et la sécurité des données :

Plusieurs lacunes en termes de sécurité et de confidentialité ont été révélées lors des contrôles :

- L'absence de chiffrement des réseaux wi-fi ;
- L'accessibilité du BIOS (absence ou faiblesse du mot de passe) permettant de modifier la configuration basique du système ;
- La possibilité de prendre le contrôle de la machine en démarrant un système d'exploitation depuis une clé USB ; etc.

Pour y remédier, les opérateurs de communication électronique doivent inclure une clause relative à la sécurité des données dans le contrat conclu avec le prestataire réseaux (voir le modèle de clause de confidentialité).

Par ailleurs, ils doivent adopter des mesures de sécurité afin de (voir les guides sur "*La sécurité des données personnelles*") :

- sécuriser les accès aux journaux de connexion ;
- assurer la robustesse des mots de passe d'accès au BIOS permettant de modifier la configuration basique du système ;
- limiter à quelques minutes la durée de stockage des documents en attente d'impression (pour éviter la divulgation de documents à des tiers).

Rappel : Tout traitement de données à caractère personnel doit faire l'objet de formalités auprès de la CNIL ; à défaut, le traitement est considéré comme illicite. S'agissant de la gestion d'un service d'internet en libre accès, ce traitement doit faire l'objet d'une [déclaration normale](#) auprès de la CNIL.

Déclarer un fichier à la CNIL

PRINCIPE

1

LA FINALITÉ

DÉFINIR LES OBJECTIFS DU FICHIER

Avant toute collecte et utilisation de données personnelles, le responsable de traitement doit précisément annoncer aux personnes concernées ce à quoi elles vont lui servir. Ces objectifs, appelés "*finalités*", doivent respecter les droits et libertés des individus. Ils limitent la manière dont le responsable pourra utiliser ou réutiliser ces données dans le futur

[> En savoir plus](#)

PRINCIPE

2

LA PERTINENCE

VÉRIFIER LA PERTINENCE DES DONNÉES

Seules les données strictement nécessaires à la réalisation de l'objectif peuvent être collectées : c'est le principe de minimisation de la collecte. Le responsable de traitement ne doit donc pas collecter plus de données que ce dont il a vraiment besoin. Il doit également faire attention au caractère sensible de certaines données.

[> En savoir plus](#)

PRINCIPE

3

LA CONSERVATION

LIMITER LA CONSERVATION DES DONNÉES

Une fois que l'objectif poursuivi par la collecte des données est atteint, il n'y a plus lieu de les conserver et elles doivent être supprimées. Cette durée de conservation doit être définie au préalable par responsable du traitement, en tenant compte des éventuelles obligations à conserver certaines données.

[> En savoir plus](#)

PRINCIPE

4

LES DROITS

RESPECTER LES DROITS DES PERSONNES

Des données concernant des personnes peuvent être collectées à la condition essentielle qu'elles aient été informées de cette opération. Ces personnes disposent également de certains droits qu'elles peuvent exercer auprès de l'organisme qui détient ces données le concernant : un droit d'accéder à ces données, un droit de les rectifier et enfin un droit de s'opposer à leur utilisation.

[> En savoir plus](#)

PRINCIPE

5

LA SÉCURITÉ

SÉCURISER LES DONNÉES

Le responsable de traitement doit prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des données qu'il a collectées mais aussi leur confidentialité, c'est-à-dire s'assurer que seules les personnes autorisées y accèdent. Ces mesures pourront être déterminées en fonction des risques pesant sur ce fichier (sensibilité des données, objectif du traitement...)

[> En savoir plus](#)

Proposer un accès Wi-Fi à internet en bibliothèque

Déclarer un fichier à la CNIL

CNIL.

PARTICULIER

PR

Protéger les données personnelles, accompagner l'innovation, préserver les libertés individuelles

MES DÉMARCHES | THÉMATIQUES | À LA UNE | RÈGLEMENT EUROPÉEN | LA CNIL |   

 > Vos démarches auprès de la CNIL > Déclarer un fichier

A⁻ A⁺ 

Déclarer un fichier

BROUILLON

Indiquez votre numéro de brouillon pour accéder à votre formulaire en cours de saisie.

OK

Vous ne savez pas quelle déclaration effectuer

De nombreux fichiers bénéficient d'une **procédure allégée (norme) ou d'une dispense de déclaration**. Pour vérifier qu'une procédure simplifiée existe pour votre fichier, sélectionnez votre domaine d'activité

<input type="radio"/> Travail	<input type="radio"/> Services publics	<input type="radio"/> Education
<input type="radio"/> Transports	<input type="radio"/> Vie citoyenne et associative	<input type="radio"/> Police - Justice
<input type="radio"/> Santé - Social	<input type="radio"/> Banque - Assurance	<input type="radio"/> Commerce - Marketing
<input type="radio"/> Energie - Logement		

Vérifier

Proposer un accès Wi-Fi à internet en bibliothèque

Mar
25
2010

Offrir un accès à l'internet dans une bibliothèque, un service d'archives ou d'information : Les conditions juridiques

 Accès public à l'internet

 Add comments

• Conserver les logs de connexion ?

Internet peut être libre et gratuit pour le public ; les établissements ne sont pas tenus de recueillir l'identité des personnes à qui ils proposent un accès à l'internet ; l'utilisateur peut même utiliser un pseudo pour se connecter et avoir accès à ses espaces personnels. En revanche, on doit pouvoir identifier l'ordinateur à l'origine de l'usage illicite par une adresse IP fixe.

La seule obligation qui s'impose aux bibliothèques, aux services d'archives et d'information (ou aux organismes dont ils relèvent) est de remettre, lors d'une réquisition judiciaire ou administrative, selon les cas, les logs de connexion (note 1) et toutes les informations qu'ils détiennent (note 2). Ces informations seront recoupées par les services chargés de l'enquête pour retrouver la personne à l'origine de l'infraction. L'antériorité exigible pour les données est d'un an.

Proposer un accès Wi-Fi à internet en bibliothèque

Charte d'utilisation du réseau Wi-Fi



The screenshot shows the website of the Mairie de Sévérac-le-Château. The header features the town's logo and a navigation bar with links to 'La Mairie', 'Vie quotidienne', and 'Découvrir Sévérac-le-Château'. Below the navigation bar, a search bar is visible. The main content area is titled 'CHARTE D'UTILISATION DU SERVICE WIFI PUBLIC'. Under this title, there is a section for 'Conditions Générales d'Utilisation' which contains several paragraphs of text. To the right of the main content, there are three orange boxes: 'Contact', 'Réserver une salle', and 'Horaires d'ouverture', each containing relevant information.

CHARTE D'UTILISATION DU SERVICE WIFI PUBLIC

Conditions Générales d'Utilisation

Avant de vous connecter, merci de prendre connaissance de la Charte d'utilisation du service WIFI suivante :

L'utilisation du service WIFI est soumise en premier lieu, au respect des lois et des règlements en vigueur.

L'utilisation de ce service vaut acceptation irréfragable par l'utilisateur, sans qu'aucune signature ne soit nécessaire, de l'ensemble des dispositions et obligations contenues dans la présente Charte.

L'utilisateur reconnaît être dans un lieu ouvert au public. Il s'engage à utiliser tant son matériel informatique, (portable, assistant personnel) et ce service, d'une manière conforme à la loi et à la net étiquette en s'interdisant notamment tout comportement et tout usage contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

En particulier il ne devra pas utiliser son matériel ou ce service à des fins illégales, illicites, interdites, c'est-à-dire, sans que cette liste ait un caractère exhaustif :

- Il s'engage à respecter la loi et s'interdit d'accéder, de mettre en ligne ou d'afficher des contenus et informations, provenant ou non d'une mise en ligne sur le réseau Internet mais considérés comme illégaux par les textes ou les tribunaux tels, les informations, messages, textes, images ou vidéos ayant un caractère violent, d'incitation à la violence ou à la haine, dégradant pour la personne humaine, pornographique ou pédophile et/ou ayant un caractère provocant et portant atteinte à l'intégrité ou à la sensibilité de qui que ce soit.

Contact

Mairie de Sévérac-le-Château
9 rue des Douves
12150 Sévérac-le-Château

05 65 47 62 63

www.severaclechateau.fr/

[> Nous contacter par mail](#)

Réserver une salle

[Voir les disponibilités et pré-réserver une salle](#)

Horaires d'ouverture

Matin :
du lundi au vendredi
9h30-12h

Après-midi :
lundi et mercredi 13h30-18h
vendredi 13h30-17h
mardi et jeudi après-midi
fermé

Charte d'utilisation du réseau Wi-Fi

Face aux utilisateurs du réseau Wi-Fi, une bibliothèque peut mettre en place une « législation de proximité » destinée à **encadrer les droits et devoirs de ses utilisateurs.**

Il s'agit, pour l'opérateur local, de proposer **une convention qui lui permettra de stipuler des réserves de responsabilité face à l'utilisation de son réseau.**

Cette charte est comparable aux conditions générales d'utilisation (CGU) de tout site ou service internet.

→ **La charte doit stipuler que l'utilisateur n'a pas le droit d'accomplir telle ou telle action ; s'il le fait, il engage directement sa responsabilité !**

Charte d'utilisation du réseau Wi-Fi

La charte doit être acceptée préalablement à l'utilisation effective du réseau. Cette acceptation doit donc avoir lieu dès la première connexion. Cela s'opère à condition que l'utilisateur coche une case indiquant « J'accepte la Charte d'utilisation du réseau Wi-Fi. » Cette case doit obligatoirement être un *opt-in*, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas être précochée par défaut. C'est l'utilisateur qui doit volontairement, indépendamment et explicitement cocher cette case d'opt-in.

Les contenus de la charte :

l'acceptation de la charte elle-même, les restrictions d'utilisation, les actes interdits, le fait que certaines données à caractère personnel des utilisateurs peuvent être collectées et conservées et les mentions légales.

Donner accès à du matériel connecté à internet



L'ensemble des règles législatives relatives à la fourniture d'un accès internet via un réseau Wi-Fi s'appliquent également lors de la mise à disposition d'ordinateurs ou de tablettes connectés à Internet dans la bibliothèque.

Donner accès à du matériel connecté à internet

🔴 Qu'est-ce qu'un espace public numérique ?



Ouvert à tous, un Espace Public Numérique (EPN) permet d'accéder, de découvrir, de s'informer, d'échanger, de créer et de s'initier aux outils, aux services et aux innovations liés au numérique dans le cadre d'actions diversifiées : rencontres, débats, ateliers collectifs d'initiation ou de production, médiations individuelles, libre consultation, etc.

Les EPN proposent des accès à l'Internet, ainsi qu'un accompagnement qualifié pour favoriser l'appropriation des technologies et des usages de l'Internet fixe et mobile.

Les EPN sont des centres de ressources pour le développement numérique des territoires. Ils mettent à disposition des équipements. Ils proposent des méthodes d'accompagnement de projets coopératifs. Ils organisent des ateliers et des parcours d'initiation accessibles à l'ensemble des citoyens.

Les EPN sont des lieux d'expérimentation et de diffusion des nouveaux services et des nouveaux usages liés au numérique, ainsi que des lieux d'animation de projets collaboratifs de proximité (co-construction, participation, partenariats, etc.).

Les services offerts par les EPN évoluent en permanence avec l'apparition continue de nouvelles technologies (outils, logiciels), de nouveaux services, de nouveaux enjeux, de nouvelles réglementations, de nouveaux risques, de nouvelles opportunités et de nouveaux usages (smartphone, tablette, liseuse, impression 3D, MOOC, objets connectés, ENT, documentation coopérative...) pour permettre à tous la mise à niveau technique, juridique et culturelle nécessaire à l'inclusion numérique.

Les EPN peuvent donc développer des activités liées aux technologies de fabrication numérique de proximité via des « Fablabs » ou laboratoires de fabrication numérique. Les EPN peuvent aussi organiser des actions visant à développer la maîtrise des informations issues des administrations et des entreprises pour permettre aux citoyens de s'approprier ces données et de créer les nouveaux services dont ils auront besoin au quotidien (dans le cadre d'« InfoLabs »).

Donner accès à du matériel connecté à internet

l'espace public numérique de la bibliothèque

CHARTRE D'UTILISATION



La consultation d'Internet vient compléter les ressources documentaires de la Bibliothèque, et vous permet de découvrir et d'utiliser d'autres outils de recherche de l'information

Comment ça marche ?

La Bibliothèque met à votre disposition, gratuitement, un espace numérique où vous pouvez :

- 📖 accéder à Internet
- 📖 utiliser la messagerie électronique (boîte mail)
- 📖 utiliser une sélection de sites, notamment pour la jeunesse
- 📖 utiliser les logiciels de bureautique
- 📖 utiliser votre clé USB
- 📖 bénéficier des formations ponctuelles ou régulières.
- 📖 l'impression est payante : 0,10 € l'impression noir et blanc
0,25 € l'impression en couleur
- 📖 l'utilisation de l'espace numérique se fait sur réservation préalable, en salle de travail.
- 📖 la durée maximum d'utilisation est de 3 heures non consécutives par semaine, à raison d'1 heure par session.
- 📖 tout retard de plus d'un quart d'heure entraîne l'annulation de la réservation.
- 📖 2 personnes au maximum peuvent utiliser en même temps le même poste.
- 📖 tout problème technique doit être signalé aux bibliothécaires.

Donner accès à du matériel connecté à internet

NetPublic

Accompagner l'accès de tous à l'Internet



Espaces publics numériques

Eavnum

PIM

Ressources

Animateurs

Initiatives

Actualités

NetEmploi



Vous êtes ici : [NetPublic](#) > [NetPublic - Accueil](#) > [Espaces publics numériques](#) > [Charte et label NetPublic](#)

➤ Charte et label NetPublic

En février 2015, la mission Société Numérique de l'Agence du Numérique a remplacé La Délégation aux usages de l'Internet dont le Décret a été abrogé. Depuis octobre 2003, la Délégation aux usages de l'Internet a engagé avec le programme NetPublic une action visant à fédérer les différents réseaux d'espaces publics numériques et espaces publics numériques isolés sous le méta-label de réseau « NetPublic », en coordination avec les collectivités territoriales et les réseaux dépendant des services de l'Etat.

L'objectif du label NetPublic est d'identifier les lieux qui proposent une initiation et un accompagnement de la population dans la découverte des multiples usages de l'Internet, de l'informatique et des outils numériques (bureautique, domotique, ludotique, mobiles, objets connectés...) afin que chacun puisse trouver un service de proximité qui lui permette de se familiariser avec les outils numériques et leurs usages, afin de connaître leurs potentialités, et d'en maîtriser les risques.

➤ La charte NetPublic : le rôle reconnu des collectivités territoriales, des établissements publics et des associations (téléchargement au 5ème paragraphe)

Le label NetPublic est attribué en fonction d'une charte articulée autour de deux axes majeurs :

- la décentralisation et la proximité, et donc la reconnaissance du rôle central joué par les collectivités territoriales et le secteur associatif dans cette politique ;
- la promotion auprès de l'ensemble de la population, dans les lieux d'accès publics à l'Internet et au numérique, au-delà des services de base et de l'acquisition d'une autonomie dans l'utilisation de l'outil, d'usages tels que la recherche d'emploi, l'accès au savoir, à la culture, à la formation et aux enjeux d'une société numérique.

La charte NetPublic est destinée à être signée par toute collectivité territoriale (commune, agglomération de communes, département, région...) qui estime que la politique d'accès et d'initiation de la population à la bureautique, à l'Internet et à leurs services et usages est en adéquation avec les principes édictés dans la Charte.

Rechercher

OK

Formations animateurs

Chercher une formation pour médiateur TIC sur:

www.NetPublic.fr

OK

[Exporter le widget](#)

Suivre NetPublic



Facebook



Donner accès à tous les systèmes d'exploitation !

- En tant que lieu public, la bibliothèque ne devrait pas favoriser la mise à disposition d'un système d'exploitation plutôt qu'un autre (nous ne sommes pas les représentants de Microsoft!!!).
- Il faut donc idéalement permettre aux usagers d'accéder à tous les systèmes d'exploitation (*Linux*, *Mac OS* et *Windows* sur ordinateurs, *iOs* et *Androïd* sur tablettes)
- C'est possible en proposant un parc de matériel varié et représentatif des différents systèmes d'exploitation.
- C'est aussi possible en mettant en place un système de multiboot (installation sur un même ordinateur de plusieurs systèmes d'exploitation) qui permettra à l'utilisateur de choisir au démarrage quelle interface il souhaite utiliser.

Installer des logiciels libres et gratuits !


→ Source d'économie pour la bibliothèque, les logiciels libres sont en grande partie gratuits et évitent l'acquisition de logiciels propriétaires qui nécessitent des mises à jour régulières ou des abonnements.

→ Utiliser les logiciels libres relève d'une **responsabilité éthique** : c'est un modèle plus juste que celui du logiciel propriétaire. Le logiciel libre prône la transparence, la solidarité, le partage des connaissances, la liberté et la diffusion de l'information. On y gagne en indépendance vis-à-vis de tout intérêt commercial et on évite l'enfermement auprès d'un éditeur, seul maître des évolutions et du développement de son logiciel.

→ En proposant des logiciels libres et gratuits, on permet à l'utilisateur de se familiariser avec des outils qu'il pourra par la suite installer sur son propre matériel sans coût particulier.

Donner accès à du matériel connecté à internet

Quels logiciels libres installer ?

 **Framasoft** [Logiciel libre](#) [Culture libre](#) [Services libres](#) [Nous suivre](#) [À propos](#) [Faire un don ?](#) [MyFrama](#)

Framalibre

Annuaire du Libre

[Chercher](#)

[Connexion](#)[Créer un compte](#)[Des questions ?](#)

[S'informer](#) [S'équiper](#) [Se cultiver](#) [S'entourer](#)

[Logiciels alternatifs](#)


[Métiers](#)[CMS](#)[Bureautique](#)[Cloud/webApps](#)[Création](#)[Développement](#)[Éducation](#)[Internet](#)[Jeux](#)[Multimédia](#)[Science](#)[Sécurité](#)[Système](#)

[Accueil](#) / [S'équiper](#) / [Logiciel](#)

Logiciel

[Métiers](#) [CMS](#) [Bureautique](#) [Cloud/webApps](#) [Création](#) [Développement](#) [Éducation](#) [Internet](#) [Jeux](#) [Multimédia](#) [Science](#) [Sécurité](#) [Système](#)

Les plus populaires





Roundcube

Internet

★★★★★

Roundcube est un client de messagerie pour le protocole IMAP écrit en PHP et JavaScript.

[Voir la notice](#) 





Zygrib

Science

★★★★★

Zygrib permet le téléchargement et l'affichage des données météo.

[Voir la notice](#) 



Opale

Éducation

★★★★★

Opale est une chaîne éditoriale dédiée à la création de cours pour les enseignements secondaire et supérieur.

[Voir la notice](#) 